

**Bordeaux : marre des
« assassins radicalisés » et
des collabos qui s'en
prennent aux patriotes !**



LIBERTÉ D'EXPRESSION
STOP AU HARCÈLEMENT JUDICIAIRE

Rassemblement le mardi 3 avril 2018 à 18h00
Parvis des droits de l'homme - Rue des Frères Bonie - 33000 Bordeaux

    

Ce sera donc ce mardi 3 avril, à 18 heures, parvis des Droits de l'Homme, rue des Frères Bonie, à Bordeaux, devant l'École Nationale de Magistrature, que se tiendra le rassemblement tant attendu, sur le thème : Liberté d'expression, halte au harcèlement judiciaire.

L'organisateur de cette initiative, François Jay, conseiller municipal de Bordeaux, élu sur une liste FN, serait-il un devin ? Quand il a lancé cette initiative, immédiatement relayée par Résistance républicaine, le Siel, Riposte Laïque,

la Ligue du Midi, Vigilance Halal et le Conseil National de la Résistance Européenne, il y a maintenant plus de deux semaines, il ne pouvait pourtant pas savoir que les faits allaient lui donner raison.

Nous sommes en effet dans un pays où plus les disciples d'Allah tuent des Français, plus les autorités policières et judiciaires s'acharnent sur les patriotes qui refusent l'islamisation de notre pays, et plus nos dirigeants se prosternent devant les complices des assassins.

François Jay ne pouvait pas savoir que le même jour, à la même heure, ce vendredi 22 mars, le colonel Beltrame serait égorgé par un musulman fiché S, multi-récidiviste, qui, après avoir abattu un boucher, un paysan et un maçon, allait égorger comme un mouton (ce que les autorités firent tout pour cacher aux Français), le colonel Beltrame.

Il ne pouvait pas savoir qu'à la même heure, dans un quartier de Paris, Mireille Knoll, 85 ans, serait assassinée de 11 coups de couteaux par deux musulmans titulaires de casiers judiciaires longs comme le bras, dont l'un des deux connaissait la vieille dame depuis qu'il avait l'âge de 7 ans ; Son tortionnaire essaiera même de brûler le cadavre. Un épisode qui rappellera beaucoup de souvenirs aux Pieds-Noirs d'Algérie...

Il ne pouvait pas savoir que quelques jours plus tard, un autre musulman, déjà condamné à vingt reprises (sic !) tenterait d'écraser des militaires dans l'Isère, après avoir proféré des injures en arabe. Les autorités locales continuent, malgré tout, à nier le caractère terroriste de l'agression !

Il savait par contre que, dans le même temps, Pierre Cassen, qui, depuis quinze ans, lutte contre l'islamisation de son pays à visage découvert, connaîtrait, à deux reprises, les joies du tribunal. Une fois à cause du Parquet, de la Licra et

de la LDH, une autre fois à cause de Caroline Fourest et du Parquet. Au total, c'est plus de 40.000 euros que les racketteurs osent lui demander, voulant absolument prouver, par tous les moyens, y compris les mensonges les plus grossiers, qu'il demeure responsable de publication du site Riposte Laïque.

Il avait appris que Christine Tasin, elle aussi harcelée de procès, allait connaître, trois jours après Carcassonne et Mireille Knoll, une grossière intimidation policière, sous les ordres du procureur d'une ville de province, qui avait décidé de se farcir la présidente de Résistance républicaine, en l'obligeant à signer un procès-verbal contenant sa véritable adresse, qui ainsi, au prochain procès, aurait été révélée à tout le public. Ce procureur très zélé, sans doute un élève de l'Ecole nationale de magistrature, ne peut ignorer les menaces que subit Christine Tasin, et pourtant, il était prêt à l'épreuve de forces. Devant la détermination de celle que René Marchand surnomma « La Lionne de Belfort », le procureur et le policier reculèrent malgré tout, mais leurs méthodes ne les grandiront pas, et nombre de patriotes s'en souviendront.

Et puis il y eut ce jeudi Georges Bensoussan, historien de la Shoah, traîné pour la deuxième fois devant les tribunaux par le Parquet, le CCIF, le Mrap et la LDH, entre autres. Un procès que la journaliste de Marianne (dont on aimerait qu'elle s'intéresse un peu aux nôtres aussi, qui sont tout autant scandaleux) qualifiera de « kafkaïen ».

Comment ont réagi nos dirigeants devant les crimes musulmans ? Comme les collabos qu'ils sont. Edouard Philippe, en accord avec Macron, à l'Assemblée nationale, devant des députés soumis qui osèrent l'applaudir, affirma qu'on ne pouvait pas expulser les fichés S étrangers, par leur retirer leur nationalité, et encore moins interdire le salafisme. Ces propos honteux n'empêchèrent pas le Crif, organisateur d'une marche blanche pour honorer la mémoire de Mireille Knoll et lutter contre l'antisémitisme (en oubliant de préciser que

99 % des actes hostiles aux juifs viennent des musulmans), de mettre en première ligne, autour de l'ineffable Kalifat, tous les lèche-babouches responsables de la situation.

Ils osèrent mettre derrière la banderole de tête Sopo, dont l'association Sos Racisme, officine du PS, a détruit la France depuis 1984, en combattant l'assimilation et en lui imposant une immigration massive africaine, en période de chômage de masse.

Bernard-Henri Levy, mondialiste milliardaire, francophobe haineux, responsable avec Nicolas Sarkozy de la guerre de Libye, qui a entraîné le déferlement migratoire que l'Europe connaît depuis plus de 2 ans.

Castaner, renégat du PS, qui réclame que tous les djihadistes de Syrie reviennent en France, « pour mieux les contrôler ». Et nombre d'autres ministres collabos, qui osèrent se pavaner derrière la banderole du Crif, sans se faire insulter par le public, ni par des groupuscules qui préférèrent s'en prendre à Marine, pourtant la seule à avoir dénoncé la mort de Sarah Halimi et à avoir évoqué la religion de l'assassin.

Cerise sur le gâteau, à peine enterrées les victimes des assassins musulmans que les Frères musulmans, pourtant classés comme organisation terroriste et interdits dans de nombreux pays, se permettront, sans vergogne, ni sans la moindre réaction de nos dirigeants, de faire une nouvelle démonstration de forces, en plein week-end pascal, au Bourget, en faisant intervenir des imams sulfureux, comme nous le montrait Danielle Moulines.

<https://ripostelaique.com/apres-carcassonne-et-mireille-knoll-les-freres-musulmans-vont-parader-au-bourget.html>

Voilà donc pourquoi nous appelons, comme notre ami Batdaf le fait avec ses mots, tous les habitants du sud-ouest de la France à venir exprimer votre colère et votre détermination devant l'Ecole Nationale de Magistrature, dont le célèbre

avocat Dupont-Moretti (qui n'est pas notre ami) demande la dissolution.

Souvent, et à juste titre, les militants de province se plaignent du « parisianisme » de nos initiatives. Cette fois, ce sont nombre d'intervenants Parisiens qui viennent à Bordeaux, au milieu des orateurs locaux. Et après, les intervenants se rendront disponibles pour continuer la soirée avec vous.

Alors, cette fois, les amis, pas d'excuse, on compte sur vous !